

Réaction de Marine Tondelier à la sortie du rendez-vous à l'Élysée sur la crise internationale

7 min · Ecologistes

C'est vous qui posez les questions ? Qu'est-ce qui ressort de cette réunion ? Écoutez, je pense que cette réunion était importante. Je l'avais moi-même demandé depuis le mois de juillet parce qu'on lit des choses dans la presse, qu'on sent que ça bouge vite, très vite et qu'il y a plusieurs fronts qui menacent, en fait, voilà, la France, l'Europe, et que ça nécessite qu'on ait des échanges sains dans des endroits de confidentialité où on peut recevoir des informations qu'on ne peut pas forcément recevoir dans le cadre d'un débat parlementaire très large et public ou de l'exercice médiatique. J'ai trouvé l'exercice de transparence important, le fait que plusieurs experts des GSE, des GSI, direction du renseignement militaire, direction de l'énergie aussi, c'était intéressant parce qu'on a pu avoir vraiment des éléments concrets solides, poser nos questions, et j'insiste là-dessus à avoir des réponses. Et ce sur quoi j'ai insisté, c'est qu'on puisse avoir tous en tête que, notamment la Russie, quand elle entreprend des exercices de déstabilisation de notre débat public national de la sécurité européenne, ils sont très attentifs aussi à comment réagissent, par exemple, les oppositions. Et donc, ce que je vous ai dit à l'entrée, c'est qu'ils ont quand même des analystes qui sont payés pour surveiller ce qu'on dit à la sortie et pour voir si, sur le front français, ils sont en train de s'effriter, à quel point leur tentative de déstabilisation en impact sur la solidité de notre pays, sur sa capacité à décider, à avancer, c'est quand même ce qu'ils recherchent, à perturber notre débat démocratique et à perturber la solidité du soutien à l'Ukraine. Et ça, c'est extrêmement important. Et j'ai pu expliquer aux partis qui sont parfois versatiles sur le sujet que ce n'est pas possible, en fait, de faire la cinquième colonne dans un débat public européen où, en fait, tous ceux qui veulent déstabiliser l'Europe et donc commencer par déstabiliser la France en 2027, on voit bien qui les soutient, qui intèrèrèrent les victoires de qui. Et ça, ça doit pouvoir être dit. Ensuite, je pense qu'il y a vraiment des raisons d'être très inquiet beaucoup plus que nous le sommes certains. Ce qui s'est passé à Leipzig notamment avec ce drone, il faut bien avoir conscience que le fait qu'il n'y ait pas eu de mort, ce n'est pas juste que la Russie était dans un exercice de test, c'est qu'en fait, l'opération a raté. Donc, ce n'est pas des fois, on a pu lire par endroits que c'était un avertissement, qu'ils essayaient de tester un peu, de nous faire peur. Le but n'était pas de faire peur, le but était de tuer. C'est juste que l'opération a échoué. Et donc, il y a quand même des raisons de penser que ça peut réarriver rapidement, souvent, dans à peu près tout pays du continent européen. Et c'est ce qu'on vous disait à chaque sortie d'exercice de ce style, c'est que la Russie, son sujet, ce n'est pas juste l'Ukraine. Son sujet, c'est la paix et la sécurité du continent européen. Et pour celles et ceux qui, des fois, douteraient de l'intérêt de soutenir l'Ukraine, en disant, bon, c'est peut-être le sujet des Ukrainiens. Non, ce n'est pas le sujet des Ukrainiens. C'est le sujet de chaque personne qui vit sur ce continent et qui vivra dans les années à venir. Et puis, par ailleurs, ce qu'on voit bien et que je vous dis à l'entrée aussi, c'est le fait qu'on est dans une situation de vulnérabilité parce que la politique énergétique et industrielle de notre continent a été arsenalisée par nos adversaires, qu'on est dans une position de débiteur stratégique qui fait qu'on est obligé de financer des régimes dont on condamne et dont on combat les agissements et que, par ailleurs, ça nous met en situation de surendettement climatique vis-à-vis des ressources de la planète parce qu'on vit à Créil-Lis sur la planète, mais aussi dans le pouvoir d'achat des Français, dans leur facture de gaz, de pétrole. Et je dis les Français, je parle des particuliers, mais aussi des entreprises, des collectivités. Ça devient

très compliqué. C'est une question de pouvoir d'achat, mais même de rétrécissement social. C'est des Français qui vont renoncer à quelques jours de vacances, à un emploi, à une activité sportive pour leurs enfants, à un repas de famille parce que c'était un peu trop loin. C'est ça qui va se passer avec un prix de... Voilà, à la pompe qui va avoisiner les 3 euros d'ici la fin de l'année, les 3 euros le litre. De vraiment importance évidemment d'avoir des aides d'urgence. Il a évoqué les 3 euros. C'est un chiffre que j'ai lu dans la presse qui a été redit ici qui n'a pas été interrogé par personne. C'est assez évident en fait. Parce que les éléments géopolitiques qui nous ont été donnés, comment fonctionne la fixation des prix au niveau international et comment fonctionne l'offre en ce moment, la demande en ce moment et les stocks au milieu, ça laisse pas beaucoup de perspectives d'espoir parce que la situation en Iran n'est pas partie pour se résoudre dans les semaines qui viennent. On a des élections de mi-termes aux Etats-Unis et je vois pas pourquoi l'Iran donnerait un point à Trump en capitulant juste avant. Et par ailleurs, ils ont une profondeur stratégique qui fait qu'ils peuvent tenir encore longtemps. On le sait, les Etats-Unis se sont trompés sur leur appréciation de la situation en Iran et ça nous amène tous là où nous en sommes aujourd'hui et on sait qui sont leurs alliés en France. De nouvelles mesures immédiates. On n'est pas rentrés dans le temps parce que c'était pas l'objet de la réunion, ce sera l'objet du débat budgétaire. Mais moi je le dis, il n'y a pas une bonne solution qui seule résoudra tous les problèmes des Français. Il y a évidemment les aides ciblées qui sont tellement ciblées qu'en fait elles ratent leur cible et qui ont concerné 15 millions de Français à l'heure actuelle alors qu'il y a 31 % des Français qui sont concernés par la précarité de la mobilité. C'est un chiffre qui est sorti hier. Donc s'il y a 31 % de Français concernés et 1 million seulement qui a eu l'aide, c'est qu'on a un problème. Par ailleurs, l'aide est prorogée. Il y a des Français qui ont cru qu'ils allaient avoir encore 100 euros. Non, non, non. Si vous avez déjà eu les 100 euros, vous ne les aurez pas à nouveau. Donc ça c'est quand même très compliqué. Et j'ajoute que en fait 100 euros ça ne suffit pas. Vous payez votre plainte 50 litres, 83 euros en février, 116 euros aujourd'hui, ça fait 32 euros de différence avec une aide de 100 euros une fois. Vous avez compensé 3 plans. Et donc si vous êtes un firmier libéral et que vous faites 100 km par jour, ça ne vous emmène pas bien loin. Donc cette solution -là, il faut la continuer, il faut l'intensifier. Et même peut-être qu'il faut faire une aide très grand rouleur ou pour les personnes très précaires pour qu'il puisse avoir plus que 100 euros. Moi je soutiens ça. Sur les sujets de marge, de blocage, on voit bien que c'est quand même un peu plus compliqué que ça. Donc ça se regarde. Moi j'évacue pas ça d'un revers de main, mais je ne dis pas non plus on fait ça, c'est simple, c'est facile et c'est fait. Et puis surtout il faut faire la transition. Si aujourd'hui en France, il n'y a que 5 % de véhicules électriques dans toute la flotte française. Si aujourd'hui on paye, quand on achète une nouvelle voiture, il n'y a que 38 % des Français dans leur achat de nouvelles voitures aujourd'hui qui prennent l'électrique, c'est qu'on a un problème. En Norvège, c'est 95%. Donc du coup, on est dans cette vulnérabilité. On est prisonniers de notre dépendance énergétique et les politiques qui auraient dû être menées depuis 40 ans, même depuis le rapport de Rome de 1972 qui nous annonçait ce qu'il allait se passer pour se sortir de là n'ont pas été menées. Et donc si on continue de diviser le fond vert par 4, de mettre le leasing social un peu entre parenthèses parce qu'il y a pas assez d'argent dessus et de ne pas isoler les maisons des Français, je peux vous dire qu'on peut faire beaucoup de dettes d'urgence, des billets de 100 euros de dettes d'urgence, on va pouvoir en donner beaucoup pendant longtemps. Donc je ne dis pas qu'il ne faut pas le faire. Je dis juste que faire des dettes d'urgence sans prévoir la transition, c'est compliqué. Donc je remets sur la table ma proposition qui est simple. 9 000 milliards d'euros vont changer de génération par les flux suxieurs d'euros, les héritages d'ici 2040. On taxe 1 % seulement de ces héritages les plus élevés, les héritages de plus de 4 millions d'euros, 10 % de plus, les héritages de plus de 13 millions d'euros, 0, 1 % des héritages les plus élevés, on les taxe 20 % de plus et avec certaines niches aussi à supprimer de droits successoraux, on obtient 10 milliards d'euros dès 2027 et 15 milliards d'euros chaque année entre 2028 et 2040. On peut financer avec ça la grande transition. En timing ça colle,

transmission transition parce que c 'est éphémère, les deux sont éphémères. Et en termes de symboles, hérités, c 'est aussi prendre soin des générations futures et donc ça a du sens, donc c 'est une proposition forte que portent les écologistes en plus des aides d 'urgence pour se sortir de là. Parce que sinon, on a eu le problème au début de la guerre à une crène, on a eu le problème au printemps, on va l 'avoir là et pendant des mois. Donc maintenant il faut activer cette transition et si tout le monde a vu cette clairvoyance, franchement on n 'en serait pas là. Merci. Merci à vous, bon courage.